MARIE-CLAIRE BOSCOQ, *Imprimeurs et libraires parisiens sous surveillance (1814-1848)*

Lise Sabourin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/studifrancesi/45119>

DOI : 10.4000/studifrancesi.45119

ISSN : 2421-5856

Éditeur

Rosenberg & Sellier

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2021

Pagination : 375-376

ISSN : 0039-2944

Référence électronique

Lise Sabourin, « MARIE-CLAIRE BOSCOQ, *Imprimeurs et libraires parisiens sous surveillance (1814-1848)* », *Studi Francesi* [En ligne], 194 (LXV | II) | 2021, mis en ligne le 01 septembre 2021, consulté le 15 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/studifrancesi/45119> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/studifrancesi.45119>

Ce document a été généré automatiquement le 15 octobre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

MARIE-CLAIRE BOSCQ, *Imprimeurs et libraires parisiens sous surveillance (1814-1848)*

Lise Sabourin

RÉFÉRENCE

MARIE-CLAIRE BOSCQ, *Imprimeurs et libraires parisiens sous surveillance (1814-1848)*, Paris, Classiques Garnier, 2018, 464 pp.

- 1 Cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat d'histoire est le résultat d'une passionnante enquête dans les Archives nationales complétée par la lecture d'imprimés multiples à propos des conditions créées aux métiers de l'édition par le décret impérial du 5 février 1810, largement continué sous Louis XVIII par la loi sur la liberté de la presse du 21 octobre 1814.
- 2 Marie-Claire Boscq étudie donc la situation des *Imprimeurs et libraires parisiens* (puisque la capitale concentre alors la majorité de ces professions) sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Craignant de rétablir trop visiblement la censure, abolie par la Révolution, ces deux régimes ont plutôt repris les cadres de contrôle imaginés par Napoléon pour endiguer «le germe de 89» toujours susceptible de subversion chez ces «gens du livre» de tradition libérale, voire libertaire.
- 3 «La Librairie» en effet désigne alors à la fois toutes les professions liées à la parution et la diffusion des livres et périodiques (du fabricant de papier, du fondeur de caractères au doreur et au relieur, des «inventeurs» que sont les écrivains et journalistes aux imprimeurs, «bouquiniers» et colporteurs), mais aussi l'administration dépendant du ministère de l'Intérieur créée par Portalis, dirigée ensuite par Pommereul, incarnée par Decazes, Montalivet, Duchâtel notamment, pour contrôler la production de l'écrit.
- 4 Dans cette France qui vécut trois révolutions en soixante ans, l'alphabétisation populaire, l'effervescence culturelle, l'apprentissage parlementaire, la diversification et

la prolifération des ouvrages et revues, la démocratisation assurée par les cabinets de lecture ont soutenu une prolifération de publications extrêmement vivace, qui ne pouvait manquer d'inquiéter aussi le pouvoir. Le brevet, restreint au nombre de 60 imprimeurs sous le Premier Empire, n'a pas empêché une croissance continue du nombre d'éditeurs révélatrice de la vitalité de cette époque. Les libraires, au statut parfois incertain, entre boutiquiers vendeurs et éditeurs plus ou moins assumés, ont aussi beaucoup augmenté, marqués par une féminisation certaine qui permettait aussi bien à des femmes mariées qu'à des veuves ou des célibataires d'exercer une profession utile et honorable leur assurant une indépendance alors rare.

- 5 Les procès pour écrits séditieux, les suppressions pour manque de brevet ou irrespect des démarches formelles n'ont pas manqué, mais on peut s'interroger sur la réelle efficacité des inspecteurs de la Librairie, trop peu nombreux, mal secondés par des commissaires de police en fait préoccupés d'autres missions. C'est donc une époque de liberté finalement assez grande, eu égard aux préjugés du temps sur le lien entre idées politiques ou religieuses et immoralité, que ces trente-quatre années de monarchie constitutionnelle. La preuve en est d'ailleurs donnée par la rébellion largement suivie que provoquèrent les lois sur la presse en 1819, 1822 et 1835 et le soutien que Louis-Philippe jugea bon d'accorder à ces métiers après la crise économique provoquée par la révolution de 1830.
- 6 Les trois parties du livre sont très bien articulées et rédigées avec une alacrité d'autant plus remarquable si l'on songe à la rudesse des bases documentaires utilisées. La première étudie «Brevet et professionnels du livre», définissant le cadre administratif et réglementaire dans lequel devaient s'inscrire les professionnels désireux d'obtenir ou de se faire rétablir ce permis d'imprimer et de diffuser. La deuxième, intitulée «Les armes de la surveillance», part de la législation en vigueur pour montrer le fonctionnement de l'administration avec ses inspecteurs et les commissaires sous tutelle du préfet de police. La troisième, «La surveillance en action», donne place, après un tableau d'ensemble, à des portraits et des récits qui font voir le déroulement des inspections, les motifs de surveillance, les peines encourues. Les exemples choisis donnent chair à des affaires parfois célèbres, telles celles de l'éditeur Barba et de l'imprimeur Dentu, ou à des ultras bien connus, comme le directeur de la police Franchet-Despérey et le préfet Delavau.
- 7 La préface élogieuse de Jean-Yves MOLLIER, la netteté et la clarté des introduction et conclusion, la présence d'annexes précieuses (notamment les fameux décrets et lois permettant au lecteur de les connaître par lui-même, les statistiques sur le nombre des brevets et la répartition géographique des pourvoyeurs, les liens de parenté et la féminisation de ces professions, le rattachement des inspecteurs et commissaires, les tarifs des peines), outre bibliographie et index, achèvent de faire de cette enquête un livre de référence.